

t.311 Equateur FO/vj

Berne, le 14 septembre 1972

Note de dossierEntretiens avec M. Spiro lors de son séjour en Suisse -
août-septembre 19721. Coordination

Il a été décidé de donner à M. Spiro un nouveau cahier des charges correspondant au poste de coordonnateur de la CT Suisse en Equateur. Dès le 1er janvier 1973, sa mission en Equateur sera financée sur un nouveau crédit de coordination. Une proposition sera rédigée pour libérer le crédit nécessaire (environ ₣ 250'000.- pour 2 ans); la proposition décrira les tâches du Bureau de la CT à Quito.

2. Projet valorisation surplus bananiers

Le 9 août, une convention a été signée à Quito entre le Ministre de la Production, URECOBA, l'Asociacion de Ganaderos de la Sierra, la CV-CFN et M. Spiro, fixant les prestations de chacune des parties dans la nouvelle société Banharina. La voie est ainsi ouverte à l'augmentation du capital de cette société, à la construction de son nouveau conseil d'administration et à la commande de l'équipement. D'après M. Spiro, celle-ci devrait avoir lieu dans le courant du mois d'octobre et l'on peut espérer que l'usine sera achevée à la fin de 1973.

Le Centre de recherches a été inauguré par le Président de la République de l'Equateur. L'INIAP est entièrement satisfait par l'équipement du laboratoire de recherche. Les deux experts, MM. Roulet et Rihs, donnent entière satisfaction mais devraient être contrôlés plus étroitement sur le plan administratif.

3. INECEL

La réponse négative de la Coopération technique à la demande d'aide financière de l'INECEL a provoqué une réaction très vive en Equateur. Ceci s'explique par le fait que les Equatoriens sont excessivement pressés par le temps pour réaliser de nouvelles centrales hydro-électriques. D'autre part, le Président de la République avait déjà annoncé publiquement que la Suisse financerait les études de faisabilité

pour la Centrale hydro-électrique de Toachi. Au vu de ces éléments, nous avons décidé d'examiner la possibilité de financer ces études de faisabilité, premièrement en demandant à l'INECEL de financer elle-même les dépenses locales exigées par ces études, deuxièmement en finançant les dépenses en devises au moyen de 3 crédits : 1 crédit de la CT sans intérêt, 1 crédit bancaire demandé par le Consortium et 1 crédit à des conditions favorables offert par le Consortium.

4. Expert postal

Nous prenons note que M. Burnier a pu réaliser un travail productif lors de sa mission de 2 mois en Equateur et nous sommes prêts à continuer à assister la Direction générale des Postes équatoriennes par l'envoi d'un expert pour une mission de courte durée, par l'octroi de bourses, pour autant que cette expérience soit limitée à un secteur particulier (par exemple, le service international).

5. Nouveau programme de coopération technique 1972/74

Notre planification indicative pour l'Equateur contient les chiffres suivants:

crédit programmé	Fr 790'000.-
crédit disponible	Fr 3'750'000.-
total	Fr 4'540'000.-

Le montant programmé pour 1972/74 doit être corrigé pour tenir compte de l'évolution des projets de valorisation des surplus bananiers. Le Centre n'aura pas besoin de crédit nouveau jusqu'en 1975 et l'usine ne nécessite plus aucun financement de la part de la Suisse. Par ailleurs, la réserve prévue pour la continuation à Quito doit être élevée à Fr 250'000.-. La situation actuelle est donc la suivante :

crédit programmé	Fr 340'000.-
crédit disponible	Fr 4'200'000.-
total	Fr 4'540'000.-

Parmi les projets présentés par M. Spiro, nous avons retenu, pour un premier examen, les suivants (d'autres n'entrant pas dans nos priorités pour l'Equateur ont été d'emblée écartés : projet dans le domaine de l'insémination artificielle) :

a) INECEL, étude de faisabilité Toachi	Fr 2'000'000.-
b) Centre de formation de mécaniciens agricoles	Fr 1'000'000.-
c) Centre de formation pour ouvriers dans la branche de la mécanique de précision et micro-mécanique	Fr 1'000'000.-
d) Etude pour un centre de production de pièces pour l'industrie mécanique	Fr 500'000.-
e) Laboratoires d'épuration des eaux	Fr 300'000.-
f) Aide aux Postes équatoriennes	Fr 50'000.-
	<hr/>
	Fr 4'850'000.-
	<hr/> <hr/>

Les chiffres indiqués ci-dessus ne sont que des estimations. Vu que les idées de projets mentionnées ci-dessus dépassent de Fr 650'000.- les crédits disponibles, il convient de les classer par ordre de priorité.

- a) Les études pour Toachi et la mission d'expert dans le secteur postal (Fr 2'050'000) viennent au premier rang.
 - b) Au deuxième rang, trois projets qui devront encore faire l'objet d'études préliminaires :
 - formation de mécaniciens agricoles
 - formation de mécaniciens de précision
 - centre de production de pièces pour l'industrie mécanique.
- Pour la formation de mécaniciens agricoles, il conviendra :
- 1) de vérifier s'il répond toujours à un besoin;
 - 2) de vérifier si les problèmes qui avaient entraîné son abandon provisoire ont été résolus;
 - 3) d'examiner quels sont les besoins de l'Equateur dans ce domaine,
 - 4) d'estimer le coût du projet,

5) de rechercher un régisseur

avant de donner des espoirs aux Equatoriens quant à l'intérêt de la CT pour la réalisation de ce projet.

- Les deux autres projets sont liés entre eux et aux conclusions des études de faisabilité réalisées actuellement par le Consortium Bertrand et Blanchut - Motor Columbus. Une séance sera organisée pour discuter ces deux projets avec le Consortium et la Swiss Company for International Development Ltd.

- c) Le projet d'épuration des eaux vient au dernier rang. D'une part il demande à être encore précisé et d'autre part, il est douteux que nous puissions trouver en Suisse les spécialistes. Ceux-ci sont en effet peu nombreux et déjà fortement sollicités dans divers pays en voie de développement.

6. Aide en blé

Nous proposons que 5000 t. de blé soient affectées à l'Equateur pour l'année céréalière 1972/73. A savoir :

- 3000 t. pour la continuation du programme d'aide aux coopératives de consommation (demande équatorienne de 1972 que nous n'avons pu satisfaire que partiellement dans le cadre de l'aide en blé 1971/72 (2000 t. sur les 5000 t. demandées). Un spécialiste suisse (payé par l'Equateur) devrait aider les Equatoriens à formuler un programme d'aide aux coopératives.
- 2000t. pour un projet de développement dans la zone de Pimampiro visant à développer la production agricole, à libérer les paysans de la servitude de l'usure, à améliorer les conditions de vie dans une population de petits paysans pauvres.

